

World Vision Sénégal



**Rapport sur le bien-être de
l'enfant 2016 - 2017**

TABLE DES ABREVIATIONS

ADP	Area Development Programme	FCFA	Franc des Colonies Françaises d'Afrique
AGR	Activités Génératrices de Revenus	FLAT	Functional Literacy Assessment Tool.
AME	Association des Mères d'Elèves.	FLAT	Functionary Literacy Assesment Tool
APD	Approche Programme de Développement	IA	Inspection d'Académie.
APE	Association des Parents d'Elèves	ICP	Infirmier Chef de Poste
ATPC	Assainissement Total par la Communauté.	IEC/CCC	Information, Education, Communication
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et Crédit.	ICP	Infirmier Chef de Poste
AVGSAN	Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition.	IEC/CCC	Information, Education, Communication
BCV	Banque Céréalière Villageoise	IA	Inspection d'Académie.
BEE	Bien Etre de l'Enfant.	ICP	Infirmier Chef de Poste
BFEM	Brevet de Fin d'Etudes Moyennes	IEC/CCC	Information, Education, Communication
CADL	Centre d'Appui au Développement Local.	ICP	Infirmier Chef de Poste
CAVE	Comité d'Alerte et de Veille.	IEC/CCC	Information, Education, Communication
CDE	Comité de Développement Economique.	IEF	Inspection de l'Education et de la Formation
CDPE	Comité Départemental de Protection de l'Enfant.	LQAS	Lot Quality Assurance Sampling.
CDPP	Plan Communautaire de Préparation aux Désastres	LVCD	Développement des Chaines de Valeurs Locales
CFEE	Certificat de Fin d'Etudes Élémentaire	MFI	Institut de Micro Finances
CFEE	Certificat de Fin d'Etudes Élémentaires	MII	Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide
CGE	Comité de Gestion d'Ecole	MILDA	Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action
CLEF	Comité Local pour l'Education et la Formation.	PAQUEK	Partenariat pour l'Amélioration de la Qualité de l'Education à Kédougou.
CLPE	Comité local pour la protection de l'enfant	PCIME/C	Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant_Communautaire.
CMU	Couverture Maladie Universelle	PDEF	Programme Décennal de l'Education et la Formation
CODEC	Comité des Directeurs d'Ecole.	PDPE	Plan de Développement de la Petite Enfance
CPN	Consultations Prénatales	PECADOM	Prise en charge à Domicile (Programme Paludisme
CQPE	Comité de Quartier de Protection de l'Enfant	PFCSE	Plan de Formation Continue et de Suivi des Enseignants
CVA	Citizen Voice Action / Voix & Action Citoyen	PFCSE	Plans de Formation Continue et de Suivi des Enseignants
CWBT	Child Well being Target.	PSSC	Programme de Santé Communautaire
DAPSA	Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques Agricoles	RCE	Réseau Communautaire Education
DME	Design, Monitoring & Evaluation / Conception, Suivi & Evaluation	SEMFIN	Sénégal Microfinance
DPREMEN	Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education	SLT	Senior Leadership Team
DSDOM	Dispensateur de Soins à Domicile	UCGE	Union des Comités de Gestion des Ecoles
EDS	Enquêtes Démographiques de Sante	UCGF	Union des Comité de Gestion de Forage.
EMiLe	Education Multilingue	VAD	Visite à Domicile
ENDA	Environnemental Developpement Action	VF	Vision Fund
FARNE	Foyers Apprentissage de Récupération Nutritionnelle des Enfants	WASH	Water, Sanitation & Hygiene / Eau, Hygiène & Assainissement
FAWE	Forum des Educatrices Africaines	WV	World Vision
FBO	Faith Based Organization / Organisation Basée sur la Foi.	WVI	World Vision International.

TABLE DES MATIERES

Liste des figures et des tableaux.....	4
1. RESUME EXECUTIF.....	5
2. METHODOLOGIE ET LIMITES.....	5
2.1. Méthodologie.....	5
2.2. Intervalle de confiance des indicateurs.....	6
2.3. Limites.....	6
2.5. Changements apportés par rapport aux recommandations du rapport précédent.....	7
3. OBJECTIFS STRATEGIQUES.....	8
3.1. Tous les enfants de moins de 5 ans et toutes les femmes en âge de procréer jouissent d'un meilleur état de santé et d'un statut nutritionnel satisfaisant.....	8
3.1.1. Introduction.....	8
3.1.2. Informations clés.....	9
3.1.3. Résultats & Analyses.....	9
3.1.4. Situation des enfants les plus vulnérables.....	10
3.1.5. Durabilité & Transition.....	11
3.1.6. Leçons clés & Recommandations.....	11
3.2. Tous les enfants vivent dans des ménages qui sont à l'abri de la faim et capables de résister aux chocs.....	12
3.2.1. Introduction.....	12
3.2.2. Informations clés.....	13
3.2.3. Résultats & Analyses.....	13
3.2.4. Situation des enfants les plus vulnérables.....	15
3.2.5. Durabilité.....	16
3.2.6. Leçons clés & Recommandations.....	16
3.3. Tous les enfants ont un accès équitable à une éducation et à une formation de qualité qui leur seront utiles toute leur vie.....	17
3.3.1. Introduction.....	17
3.3.2. Informations clés.....	18
3.3.3. Résultats et Analyse.....	18
3.3.4. Situation des enfants les plus vulnérables.....	19
3.3.5. Durabilité & Transition.....	20
3.3.6. Leçons clés & Recommandations.....	20
3.4. Tous les enfants sont protégés contre la violence, l'exploitation et les abus.....	21
3.4.1. Introduction.....	21
3.4.2. Informations clés.....	22
3.4.3. Résultats & Analyses.....	22
3.4.4. Situation des enfants vulnérables.....	23
3.4.5. Durabilité.....	24
3.4.6. Leçons clés & Recommandations.....	25

4. PLAIDOYER (National et Local)	25
4.1. Introduction	25
4.2. Partenaires clés	26
4.3. Activités phares & résultats plaidoyer	26
5. Gestion des urgences.....	26
6. Approche des programmes de développement.....	28
Conclusions et recommandations.....	29

Liste des figures et des tableaux

<i>Figure 1: cartographie de la stratégie de World Vision Sénégal</i>	<i>5</i>
<i>Figure 2: cartographie de l'objectif stratégique 1</i>	<i>8</i>
<i>Figure 3 : Pourcentage de femmes ayant terminé leur 4 CPN selon les normes (taux d'achèvement en CPN).....</i>	<i>9</i>
<i>Figure 4: pourcentage d'enfants de 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale.....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 5: cartographie de l'objectif stratégique 2</i>	<i>12</i>
<i>Figure 6: Proportion de ménages qui ont connu un ou plusieurs mois de soudure durant les 12 derniers mois. .</i>	<i>13</i>
<i>Figure 7: Pourcentage de parents/tuteurs qui ont des moyens d'épargner de l'argent</i>	<i>14</i>
<i>Figure 8: Proportion de ménages ayant une source secondaire de revenus</i>	<i>15</i>
<i>Figure 9: Cartographie de l'objectif stratégique 3</i>	<i>17</i>
<i>Figure 10: Proportion de garçons et filles ayant réussi à l'examen du CFEE, Source : IEF des zones d'intervention</i>	<i>18</i>
<i>Figure 11: Proportion d'enfants fonctionnellement lettrés en 2017</i>	<i>19</i>
<i>Figure 12: cartographie de l'objectif stratégique 3.....</i>	<i>21</i>
<i>Figure 13: proportion de jeunes qui rapportent avoir un extrait de naissance ou tout autre document d'enregistrement à l'état civil.....</i>	<i>22</i>
<i>Figure 14: Proportion des jeunes impliqués dans la prise de décision qui affecte leur vie</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 1: intervalle de confiance des indicateurs</i>	<i>6</i>
<i>Tableau 2: indicateurs clés du rapport</i>	<i>6</i>
<i>Tableau 3: changements apportés aux recommandations</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 4: résumé de la chaine logique de l'objectif stratégique 1</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 5: Information clés de l'objectif stratégique 1.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 6: pourcentage d'enfants de 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 7: pourcentage d'enfants de 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 8: résumé de la chaine logique de l'objectif stratégique 2</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 9: informations clés de l'objectif stratégique 2</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 10: Situation des enfants les plus vulnérables, objectif stratégique 2.....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 11: leçons clés & recommandations, objectif stratégique 2.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 12: résumé de la chaine logique de l'objectif stratégique 3</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 13: informations clés de l'objectif stratégique 3</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 14: situation des enfants les plus vulnérables, objectif stratégique 3</i>	<i>19</i>
<i>Tableau 15: leçons clés & recommandations, objectif stratégique 3.....</i>	<i>20</i>
<i>Tableau 16: résumé de la chaine logique de l'objectif stratégique4.....</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 17: informations clés de l'objectif stratégique4</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 18: situation des enfants vulnérables de l'objectif stratégique4.....</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 19: leçons apprises & recommandations de l'objectif stratégique4.....</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 22: leçons apprises & recommandations secours d'urgence.....</i>	<i>27</i>

I. RESUME EXECUTIF

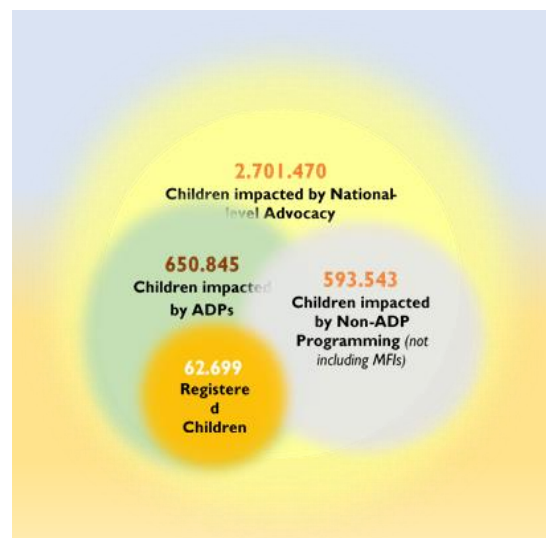
World Vision est un partenariat international de chrétiens qui œuvre pour le bien-être de l'enfant à travers le Développement Transformationnel, le Plaidoyer et les Affaires Humanitaires. Chaque année, World Vision Sénégal produit un rapport qui illustre sa contribution à l'amélioration du bien-être des enfants, notamment les plus vulnérables. Ce rapport présente les réalisations majeures enregistrées au cours de l'exercice fiscal 2017. Il a été produit sur la base des informations recueillies auprès des 24 programmes et des différents projets spéciaux à partir du système de suivi évaluation. Le processus a été guidé par l'engagement de WVS qui consiste à travailler en collaboration avec les partenaires pour améliorer le bien-être des enfants, en particulier les plus vulnérables.

L'année fiscale 2017 correspond à la seconde année de mise en œuvre de la nouvelle stratégie de World Vision Sénégal qui vise l'accroissement du Bien-être de 8,1 millions d'enfants à l'horizon 2021 par le truchement de quatre objectifs stratégiques que sont :

1. Tous les enfants de moins de 5 ans et toutes les femmes en âge de procréer bénéficient d'une meilleure santé et nutrition.
2. Tous les enfants vivent dans des ménages qui sont protégés contre la faim et sont capables de résister aux chocs.
3. Tous les enfants ont un accès équitable à une éducation et à une formation de qualité qui leur seront utiles pendant toute leur vie.
4. Tous les enfants sont protégés contre la violence, l'exploitation et les abus.

En considérant l'année fiscale 2015 comme année de référence et dont l'ancienne stratégie ciblait 639 000 enfants, la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale (2106 – 2021) qui vise 8 millions d'enfants a permis d'avoir un impact croissant sur 1,2 millions enfants en 2016 et 2,7 millions enfants en 2017 dans 21 Départements du Senegal¹.

Les résultats ci-dessous sont présentés autour de ces objectifs stratégiques et sur la base de 9 indicateurs qui illustrent la contribution de World Vision Sénégal sur le bien-être de l'enfant. Ils permettent également d'apprécier l'alignement de la stratégie de WVS à celle du Partenariat, aux Objectifs de Développement Durable et aux stratégies de développement de l'Etat du Sénégal.



2. METHODOLOGIE ET LIMITES

2.1. Méthodologie

L'élaboration du rapport a été participative. Le Département de l'efficacité des Programmes a assuré le lead dans la planification du processus, le soutien technique et la revue qualité du rapport. Le Département des Opérations a été le principal acteur dans la coordination des enquêtes LQAS et FLAT, ainsi que dans la collecte de données secondaires au niveau local et national et la pré-analyse des données et la rédaction des parties sectorielles (éducation, protection enfant, santé et moyens de subsistance). Le Service de soutien a beaucoup facilité la conduite des enquêtes par le recrutement des enquêteurs et des superviseurs locaux, et par la gestion de la logistique. Le rapport (*version provisoire*) a été soumis à l'appréciation d'un Comité de revue au niveau national, du TSO, du bureau de World Vision la Mauritanie (*dans le cadre du peer Support instauré dans le WAR*) et le SLT de WVS.

Pour les enquêtes LQAS, chaque aire de programme a été divisée en cinq (05) zones de supervision et dans chacune de ces zones, un échantillon aléatoire de 19 chefs de ménages, 19 jeunes et 19 femmes enceintes ou allaitantes a été sélectionné, soit 95 unités par type de cible. Ainsi, un total de 2 090 jeunes, 2 090 femmes enceintes ou allaitantes et 1615 chefs de ménages ont été interviewés selon l'indicateur évalué. Quant aux enquêtes avec l'outil FLAT, elles ont été faites auprès de 200 enfants sélectionnés de manière aléatoire dans chaque aire de programme, soit un total de 3400 enfants enquêtés sur la lecture. Les données brutes ont été

¹ Bambey, Bignona, Birkelane, Dakar, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Guinguineo, Kédougou, Kolda, Kounghoul, Malem Hodar, Mbacké, Médina Yoro Foulah, Oussouye, Salemata, Saraya, Tambacounda, Thiès, Velingara, Ziguinchor.

agrées pour la détermination des moyennes nationales (moyennes dans les zones d'intervention) présentées ci-dessus avec un niveau de confiance de 95%.

2.2. Intervalle de confiance des indicateurs

Tableau 1: intervalle de confiance des indicateurs

Indicateur	Cible enquêtée	Moyenne nationale (Moyenne des AP)	Intervalle de confiance
Proportion de ménages ayant une source secondaire de revenu	1615	44%	± 2% ; [0,42 – 0,46]
Pourcentage de ménages qui ont connu un ou plusieurs mois de faim (soudure) durant les 12 derniers mois	1615	91%	± 1% ; [0,90 – 0,92]
Pourcentage de parents/tuteurs qui ont des moyens d'épargner de l'argent	1615	31%	± 2% ; [0,29 – 0,33]
Proportion de jeunes qui rapportent avoir un extrait de naissance ou tout autre document d'enregistrement à l'état civil	2 090	72%	± 2% ; [0,70 – 0,72]
Proportion d'enfants/jeunes impliqués dans la prise de décisions qui affectent leur vie	2 090	50%	± 2% ; [0,48 – 0,52]
Percentage of women who completed 4 EIC according to the standards (completion rate in CPN)	2 090	47%	± 2% ; [0,45 – 0,49]
Proportion des enfants qui sont fonctionnellement lettrés	3400	48%	± 2% ; [0,46 – 0,50]
Proportion d'enfants qui ont réussi au CFEE	Revue doc	52%	
Pourcentage d'enfants 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale	1520	6%	± 1% ; [0,05 – 0,06]

2.3. Limites

Avec la fermeture de certains programmes (5 au total), le nombre de programmes qui ont rapporté en FY17 a diminué. La non-prise en compte des données de ces programmes a contribué à la baisse des moyennes nationales (moyennes des AP) comparativement à l'année 2016. Il est à noter que la baisse des ressources a engendré la baisse des investissements des programmes dans certains secteurs ce qui a eu un impact au niveau de leur performances comme le montrent certains indicateurs.

2.4. Indicateurs clés et performance

Tableau 2: indicateurs clés du rapport

Indicateurs clés	Evolution			Performances FY15 - FY17
	FY15	FY16	FY17	
Pourcentage de femmes ayant terminé leur 4 CPN selon les normes (taux d'achèvement en CPN)	45%	67%	47%	+ 2%
Pourcentage d'enfants 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale	10%	08%	06%	+ 4%
Pourcentage de ménages qui ont connu un ou plusieurs mois de faim (soudure) durant les 12 derniers mois	83%	87%	91%	- 8%
Pourcentage de parents/tuteurs qui ont des moyens d'épargner de l'argent	20%	21%	30	+ 10%
Proportion de ménages ayant une source secondaire de revenus	50%	55%	44%	- 14%
Proportion de garçons et filles ayant réussi à l'examen du CFEE	38%	45%	52%	+ 14%
Proportion d'enfants qui sont fonctionnellement lettrés	43%	46%	48%	+ 4%
proportion de jeunes qui rapportent avoir un extrait de naissance ou tout autre document d'enregistrement à l'état civil.	76%	81%	72%	- 4%
Proportion des jeunes impliqués dans la prise de décision qui affecte leur vie	63%	72%	50%	- 13%

2.5. Changements apportés par rapport aux recommandations du rapport précédent

Tableau 3: changements apportés aux recommandations

	RECOMMANDATIONS FY16	CHANGEMENTS APPORTÉS EN FY17
PROTECTION DES ENFANTS	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mécanismes efficaces et sûrs pour les enfants ou adultes qui intègrent les mécanismes informels et formels et renforcer leurs capacités pour signaler la maltraitance, la négligence ou l'exploitation faites aux enfants. • Etablir des réseaux et coalitions au niveau local et national pour le plaidoyer afin d'influer sur les politiques, la planification, la budgétisation et l'amélioration de l'offre de service pour la protection et la participation de l'enfant. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcement du suivi des comités locaux de protection mis en place (CAVE², CVPE, CCPE). ○ Progrès dans le signalement des cas d'abus faits aux enfants ○ Renforcement des compétences de la communauté religieuse pour traiter les questions de la Protection de l'enfance. ○ Relance des activités du Groupe National de Protection de l'enfant.
LIVELIHOOD	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser les infrastructures de production par l'analyse des chaînes valeurs et l'accès aux marchés • Développer les chaînes de valeurs locales et l'accès aux marchés • Démultiplier les groupes d'épargne AVEC dans les programmes • Vulgariser les CDE et les AVEC pour la promotion de l'auto épargne et l'auto financement • Mettre l'accent sur le développement des productions céréalières. 	<p>La planification de la formation du staff en charge des projets Livelihood sur le modèle de projet LVCD est effective. De même le processus de mise à l'échelle des <i>Saving Groups</i> dans les programmes a démarré. Dans la programmation, l'accent a été mis sur l'accès aux semences de qualité et le conseil agricole pour améliorer les disponibilités alimentaires.</p>
SANTE	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les activités IEC/CCC. • Appuyer le recyclage des matrones. • Associer les leaders communautaires et les guérisseurs traditionnels lors des formations sur les IRA. • Promouvoir l'ATPC dans tous les Programme. 	<p>Tous les programmes ont renforcé les activités IEC/CCC en plus du recyclage de tous les acteurs communautaires santé. Quant à la formation sur les IRA, les guérisseurs traditionnels ont été formés sur la recherche précoce de soins. Toutes les composantes de l'ATPC a été mis en œuvre dans la zone Sud. Cependant, dans la zone centre, seule une composante sur les quatre a été mise en œuvre.</p>
Education	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le temps d'apprentissage des élèves à domicile • Soutenir les élèves en milieu communautaire et familial • Augmenter les revenus des ménages • Mettre en échelle l'approche literacy boost/ 	<p>L'approche par les compétences a été prise en compte dans les cellules d'animation pédagogique soutenues par WVS. L'engagement et l'appropriation de l'éducation par les communautés reste encore timide. Cependant, le model de projet <i>Literacy Boost</i> apporte une réponse satisfaisante. Les plans de remédiations sont systématisés cependant certains ADPs n'ont pas pu mettre en œuvre leurs plans du fait de la réduction de leur budget.</p>

² Pour les besoins d'harmonisation au niveau national, l'appellation CAVE a évolué en FY15 vers les Comité de Quartier de Protection de l'Enfant (CQPE)

3. OBJECTIFS STRATEGIQUES

3.1. Tous les enfants de moins de 5 ans et toutes les femmes en âge de procréer jouissent d'un meilleur état de santé et d'un statut nutritionnel satisfaisant.





 <p>5 AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE</p>	<p>Contribuer à améliorer le statut sanitaire et nutritionnel de tous les enfants âgés de moins de cinq ans et de toutes les femmes en âge de procréer</p>	<p>Les mères et les enfants bénéficient des services de santé de qualité offerts au niveau des structures.</p>	<p>ODD 3 : Assurer des vies saines et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges</p>
 <p>4 RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE</p>		<p>La malnutrition des enfants de 0-5 ans et des femmes enceintes et allaitantes est réduite.</p>	<p>ODD 2 : Eliminer la faim, atteindre la sécurité alimentaire et une nutrition améliorée et promouvoir l'agriculture durable</p>
		<p>Les communautés adoptent les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement</p>	<p>ODD 6 : Assurer la disponibilité de l'eau et l'hygiène et une gestion durable pour tous</p>

Figure 2: cartographie de l'objectif stratégique 1

3.1.1. Introduction

Les projets Santé de WVS sont alignés à la politique de développement sanitaire du gouvernement est mis en œuvre au niveau 26 districts sanitaire (avec la contribution des Grants) dans l'amélioration de la couverture au profit des couches les plus vulnérables que sont les enfants 0 - 5 ans et les femmes en âge de procréer. World Vision Sénégal a établi des relations de partenariat formel avec le Ministère de la santé et de l'action sociale et intervient, à travers une large coalition au niveau local avec des structures endogènes, dans la gestion de la demande et de l'offre de services de santé de qualité. Le tableau suivant montre la relation entre les problèmes que les programmes ont traités, leurs causes profondes et les approches utilisées.

Tableau 4: résumé de la chaîne logique de l'objectif stratégique I

Problèmes	Causes profondes	Approches
Persistance de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> Méconnaissance de l'alimentation appropriée pour les enfants et les Femmes AR Barrières culturelles/Faible implication des leaders religieux dans les programmes de nutrition Insuffisance de personnel de santé qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> La PECIME/C3 (stratégie englobant plusieurs interventions de type promotionnel et préventif Renforcement du système de santé communautaire Projets modèles et bonnes pratiques
Inaccessibilité des femmes enceintes à des soins prénatals de qualité durant toute l'année,	<ul style="list-style-type: none"> Comportements & attitudes inappropriées des Femmes Enceintes. Faible adhésion aux mutuelles de santé, en particulier les plus vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> Du PSSC (programme santé, composante santé communautaire) De la stratégie des greniers communautaires

3.1.2. Informations clés.

Tableau 5: Information clés de l'objectif stratégique I

# Projects contributing	Spent (USD)	% of funding from different sources ⁴	# technical staff	Key partners working with to achieve this objective	Total Direct participants
22	5 017 778	Government and Multilateral 51% PNS 10% Sponsorship 39%	<ul style="list-style-type: none"> 1 Conseiller National en Santé, Nutrition, EHA/Heath & WASH Advisor, 3 Manager Nationaux 5 (santé/Nut, Wash, PINKK) 13 Superviseur Nutrition (RSS+, PINKK, TB, Palu) 25 Spécialistes santé (PRN, ADP, PINKK, Wash, RSS+) 	<ul style="list-style-type: none"> Services Techniques et Agences Etat. ONG & Consortium⁵. Communes (Gouvernement Local). Organisation Communautaires de Base et Associations locales. Réseaux de Volontaires Communautaires de Santé. 	987 446

3.1.3. Résultats & Analyses

Les enquêtes LQAS effectuées en 2017 et les données de monitoring des grants ont permis de collecter des informations sur plusieurs indicateurs dont 2 renseignent largement sur la situation sanitaire des communautés. Il s'agit du pourcentage de femmes ayant terminé leur 4 CPN selon les normes (taux d'achèvement en CPN) et du pourcentage d'enfants de 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale.

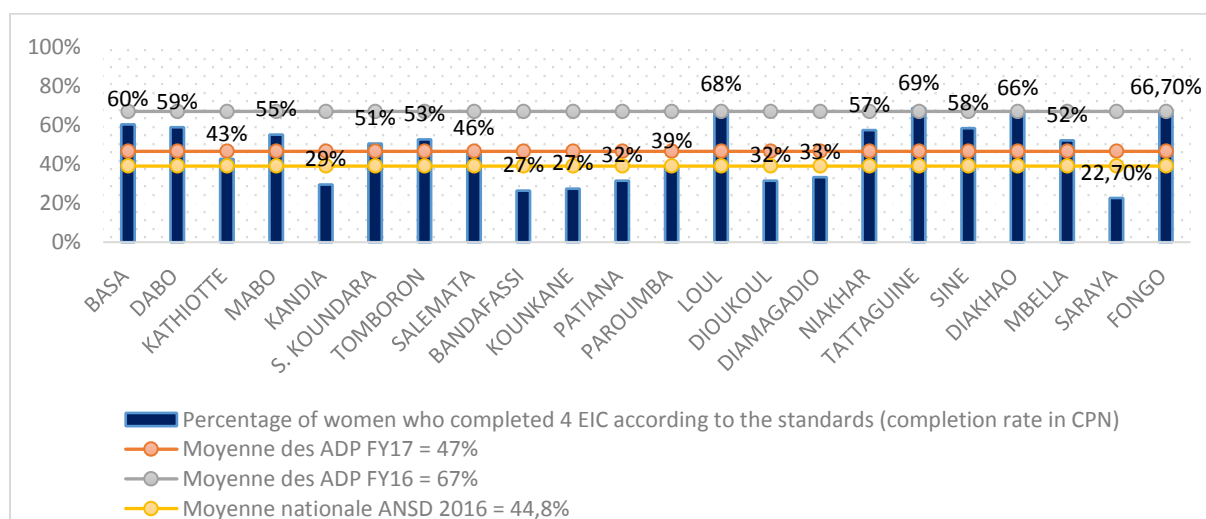


Figure 3 : Pourcentage de femmes ayant terminé leur 4 CPN selon les normes (taux d'achèvement en CPN)

³ Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant dans la communauté (ensemble de 16 comportements clés)

⁴ Grants, Sponsorship, GIK

⁵ Child Fund, Plan, Africare, ENDA Santé, ENDA Graf, CRS, CLM, CASADES

Les informations collectées proviennent de 22 ADP sur 23, soit un taux de complétude de 96%. Une lecture de l'évolution de la performance montre une hausse de 22% entre 2015 et 2016 qui est anihilé par une baisse de 20% entre 2016 et 2017. Cette contre performance est liée à plusieurs raisons. Le budget sponsorship investi dans ce secteur est passé de 54% en 2015 à 39% en 2017 du moment qu'on assiste à la revitalisation des grants qui sont passés de 46% en 2015 à 51% en 2017. Cependant il est noter que les grants couvrent également des zones en dehors des programmes et qui ne sont pas pris en compte ici. Il s'y ajoute à cela le retrait de 5 programmes qui a eu un impact sur la moyenne nationale. Cette baisse cache des disparités.

14 programmes ont dépassé la moyenne nationale qui est de 44,8% de taux d'achèvement en CPN4 au niveau rural selon la référence du gouvernement (ANSD) soit 64% des programmes qui présentent une situation satisfaisante. Ce résultat serait lié à la mise en place d'un paquet d'interventions à tous les niveaux avec notamment un appui ponctuel en logistique aux structures de santé pour la tenue de stratégies avancées intégrées. Ce qui permet de faciliter d'avantage l'accès aux soins de santé de qualité des femmes enceintes. Il s'y ajoute la mise en œuvre d'activités de promotion sur l'importance de l'utilisation de l'offre de CPN. Celles-ci sont portées par un dispositif de 1308 acteurs communautaires de santé dont 928 femmes et 380 hommes à travers les groupe de soutien tels que les cercles de solidarité des femmes enceintes, la stratégie grands-mères et le groupe des pères pour une CPN4 effective et de qualité.

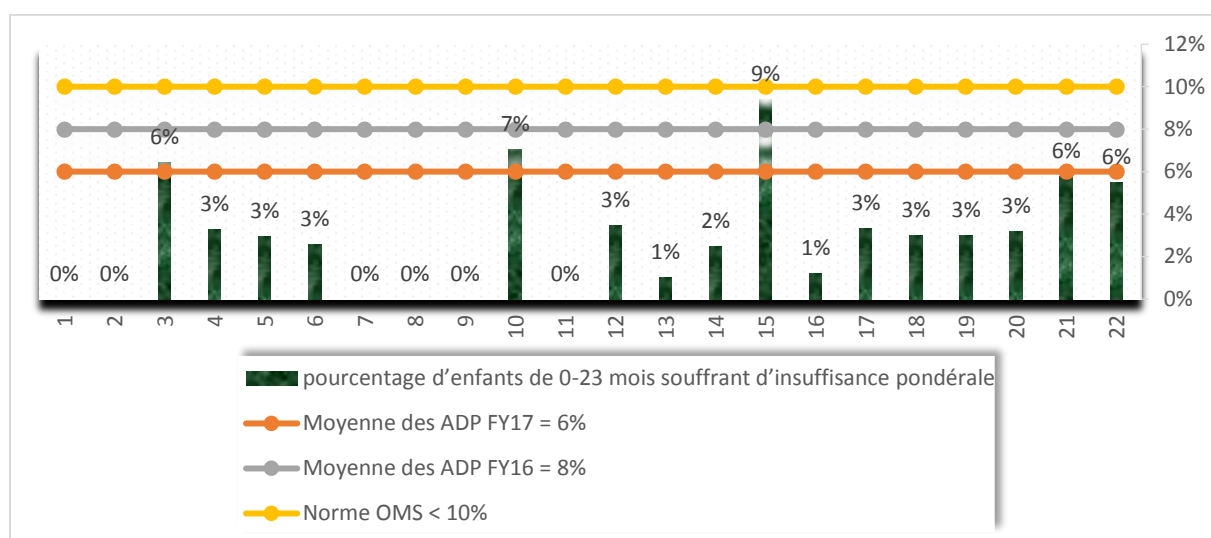


Figure 4: pourcentage d'enfants de 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale.

Les 16 programmes ayant rapporté présentent une prévalence d'insuffisance pondérale en dessous de l'objectif national qui est de moins de 10% et des Normes de L'OMS. Le suivi promotion de la croissance et la PECMA-C sont Les interventions essentielles qui ont contribué à la performance ci-dessus. Un paquet d'activités de prévention est mis en œuvre au milieu communautaire pour prévenir et prendre en charge la malnutrition selon le protocole de PEC du ministère le renforcement de capacités des acteurs communautaire sur l'ANJE, l'enrôlement de nouveaux sites de nutrition, l'organisation de causeries sur les comportements clés de la PCIME-C, la promotion de l'AME et de l'alimentation complémentaire adéquate en plus de la supplémentation et du déparasitage des enfants.

Des stratégies sont mises en œuvre pour maintenir ces performances comme les greniers communautaires pour les enfants afin de faire face à la période de soudure qui survient précocement dans certaines zones L'implication des BG (*Badiènou Gokh*) dans la mobilisation communautaire et le suivi accompagnement des femmes enceintes pour le respect des CPN afin de prévenir la malnutrition chronique chez l'enfant. L'enrôlement dans les mutuelles de santé et la promotion de la couverture maladie universelle est une stratégie qui vise à assurer aux enfants une bonne santé grâce à la gratuité des soins aux enfants 0-5ans

3.1.4. Situation des enfants les plus vulnérables.

Tableau 6: pourcentage d'enfants de 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale

MVC	Enfants victimes d'extrême privation	Enfants exposés à des relations abusives	Enfants exposés à la discrimination	Enfants en situation de désastre
-----	--------------------------------------	--	-------------------------------------	----------------------------------

Facteurs de vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> Enfants vivant dans des ménages très démunis. Enfants qui n'ont pas accès aux soins et aux services de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants victimes de viol. Enfants victimes de négligence. 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants vivant avec un handicap. 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants vivant dans les zones d'insécurité alimentaire déclarée.
Actions de mitigation	<ul style="list-style-type: none"> Extension des sites de pesée pour identifier et enrôler les enfants concernés. Vulgarisation des Programmes gouvernementaux (<i>Bourses Familiales et Couverture maladie Universelle</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Appui aux activités de sensibilisation organisées par les CAVE. Reference vers les services de prise en charge médicale et sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> Appui aux activités de sensibilisation organisées par les CAVE. 	<ul style="list-style-type: none"> Exécution du Projet Village Security Stock.
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> Tous les enfants de 0 à 5 ans bénéficient de la politique de gratuité des soins mis en place par le Gouvernement. 28.409 Femmes en âge de procréer ou gardiennes d'enfants ont reçu des informations utiles sur les bonnes pratiques nutritionnelles 1.109 Sites de Suivi & Promotion de la croissance pour un suivi régulier de 47.177 enfants de 0 à 5 ans et leurs mères. Mise en place de banques céréalières et de greniers d'enfants. 			
Facteurs de succès	<ul style="list-style-type: none"> Cartographie des familles en extrême privation par le Gouvernement. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système de prévention et prise en charge communautaire (CAVE). 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système de prévention et prise en charge communautaire (CAVE). 	<ul style="list-style-type: none">

3.1.5. Durabilité & Transition.

Des actions majeures suivantes ont été menées dans le sens de la durabilité des actions de World Vision :

- **Appropriation locale** : Prise en compte systématique de la Politique de Décentralisation dans toutes les étapes de Conception, Planification, Exécution et suivi des Programmes. Renforcement des capacités des Comités de santé et Réseaux de Volontaires Communautaires de Santé.
- **Partenariat local** : Intégration systématique des interventions en Santé, dans les Plans opérationnels des Districts Sanitaires qui constituent par excellence le cadre de co-planification locale et de suivi des engagements des partenaires.
- **Plaidoyer Local et National** : Conception d'un Plan de Plaidoyer (national et local) intégrant les campagnes et journées nationales dédiées à la Santé, mais aussi les campagnes de WVS (CHN et One Goal).
- **Résilience & Réduction des Risques** Vulgarisation de la CMU (initiative du Gouvernement) qui assure la gratuité des soins pour tous les enfants de moins de 5 ans, mais aussi la Promotion des Mutuelles locales de santé qui facilitent l'accès aux soins et services pour les groupes non couverts par la CMU.

3.1.6. Leçons clés & Recommandations.

Tableau 7: pourcentage d'enfants de 0-23 mois souffrant d'insuffisance pondérale

Leçons apprises	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> la diversité des Grants santé au grand bénéfice des communautés et de l'efficacité de WVS Le dispositif opération endogène d'AT et de mise en œuvre des interventions facilite le suivi au niveau communautaire La supervision formative des volontaires communautaires par les agents de WV et les ICP garantit la traçabilité et la qualité des données. Le développement des groupes de soutien favorise l'adoption comportements adéquats relatifs à la santé maternelle néonatale et infantile. L'implication des leaders religieux dans la promotion des activités de santé garantissent l'adoption des comportements adéquats en santé, Nutrition et Wash. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la gouvernance sanitaire et l'offre de santé à travers le relèvement du plateau technique Améliorer la qualité de la demande à travers la mise en place et le suivi de CMU Etendre la couverture en sites de nutrition dans tous les Programmes. Renforcer la supervision conjointe avec les partenaires pour faciliter l'appropriation des interventions Appuyer les ICP pour l'intégration des données communautaires dans le DHIS2 pour améliorer les performances du district

3.2. Tous les enfants vivent dans des ménages qui sont à l'abri de la faim et capables de résister aux chocs



Figure 5: cartographie de l'objectif stratégique 2

3.2.1. Introduction

Dans le secteur moyens d'existence et de la résilience, l'objectif de WVS est de rendre effectif l'accès des ménages vulnérables à une alimentation suffisante, de renforcer leurs moyens d'existence et leur capacité à faire face aux catastrophes.

Tableau 8: résumé de la chaîne logique de l'objectif stratégique 2

Problèmes	Causes profondes	Approches
Insécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance de productivité, Insuffisance équipements et intrants. Effets des changements climatiques sur l'agriculture. 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la Production et de la Productivité (Conseil agricole, Renouvellement du capital semencier, aviculture et maraichage...); Gestion de la Production céréalières (stocks, Formations, Organisation...); Distribution de vivres (zones à risque alimentaire).
Faibles revenus	<ul style="list-style-type: none"> Modèle de financements inadaptés aux ménages vulnérables. Non diversification des sources de revenus 	<ul style="list-style-type: none"> Diversification et Adaptation de l'offre de produits et services financiers (création de groupes d'épargne et financement d'activités génératrices de revenus par le biais de Vision Fund)
Dégradation des ressources naturelles et bases productives	<ul style="list-style-type: none"> Pratiques culturales non appropriées. Forte pression sur les ressources naturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation de la RNA. Vulgarisation des Conventions Locales de Protection des Ressources Naturelles.
Forte vulnérabilité par rapport aux chocs externes	<ul style="list-style-type: none"> Effets des changements climatiques sur l'agriculture. Manque de préparation et d'anticipation sur les causes de désastre. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des stratégies de RRC. Mise en place des Plans communautaires de préparation à la gestion des désastres (CDPP).

3.2.2. Informations clés.

Tableau 9: informations clés de l'objectif stratégique 2

# Projects contributing	Spent (USD) ⁶	% of funding from different sources ⁷	# technical staff	Key partners working with to achieve this objective	Total Direct participants
26	2 738 054	Government and Multilateral 2% PNS 1% Sponsorship 97%	6 Spécialistes 1 Conseiller National 59 Agents VFS	<ul style="list-style-type: none"> Services Techniques et Agences Gouvernementales. Communes (Gouvernement Local). Organisation Communautaires de Base et Associations locales. 	194 320

3.2.3. Résultats & Analyses

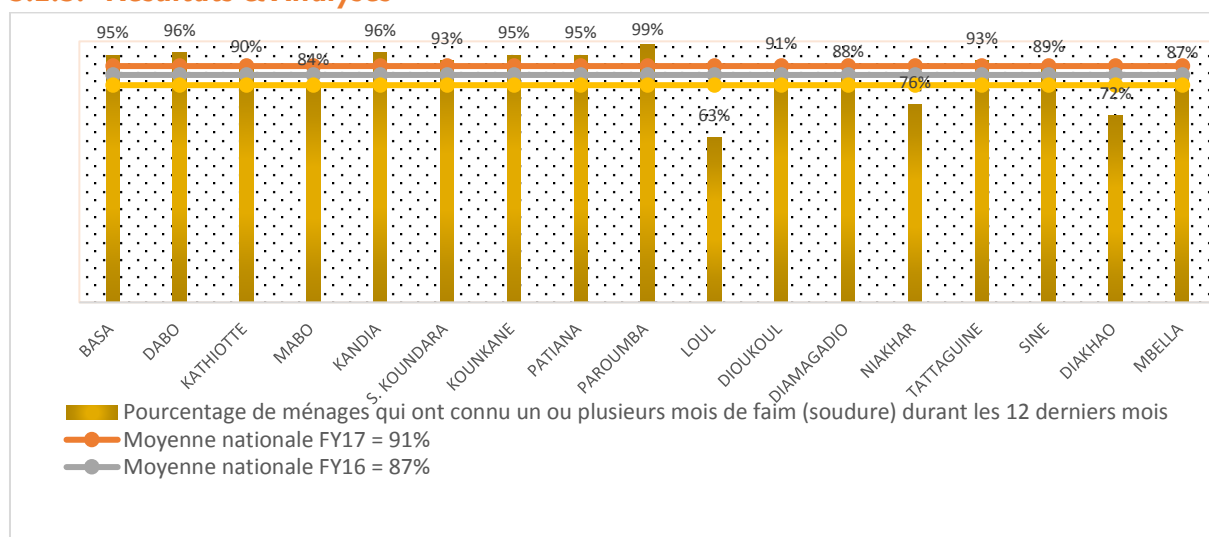


Figure 6: Proportion de ménages qui ont connu un ou plusieurs mois de soudure durant les 12 derniers mois.

L'indicateur « proportion de ménages qui ont connu un ou plusieurs mois de soudure durant les 12 derniers mois » renseigne sur la couverture des besoins alimentaires des ménages durant l'année précédente. Entre FY15 &

⁶ Dépenses globales pour les Secteurs Livelihood et Développement Economique.

⁷ Grants, Sponsorship, GIK

FY17, le nombre de ménages ayant connu un ou plusieurs mois de soudure au courant de l'année a augmenté de manière continue ; 83,21% en FY15, 87,13% en FY16 puis 90,53% en FY17 (cf. graphique).

Les résultats de FY16 sont comparables à ceux de l'ENSAS⁸ 2016 sur la même période qui rapporte une faible durée des stocks issus de la production céréalière de 2015; environ 26% des ménages agricoles ont estimé que leur stock céréalière n'a pas couvert plus de deux mois de consommation. Selon les ménages, la production agricole a globalement baissé dans le pays⁹. Pour FY17, selon l'analyse faite par le plan national de riposte à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, l'hivernage 2016 a été marqué par un arrêt précoce dans beaucoup de localités du pays, favorisant ainsi une baisse de plus de 10% des rendements des principales cultures céréalières (le mil, le sorgho et le riz) et des légumineuses (l'arachide).

Cette situation a engendré une contraction de la production céréalière et arachidière, en comparaison avec l'année précédente¹⁰. En outre, les résultats de la troisième enquête de sécurité alimentaire sur les sites sentinelles, conduite par le SECNSA¹¹ en février 2017, ont révélé que 36% des 2.000 ménages suivis, ont présenté une consommation alimentaire déficitaire. Ces situations qui constituent des tendances lourdes ont réduit les effets des interventions de WVS dans le domaine. Notamment la promotion de 31 banques¹² céréalières qui ont stocké 412 tonnes de céréales qui ont permis de satisfaire les besoins alimentaires de 5 549 ménages pendant la soudure en FY16 et FY17.

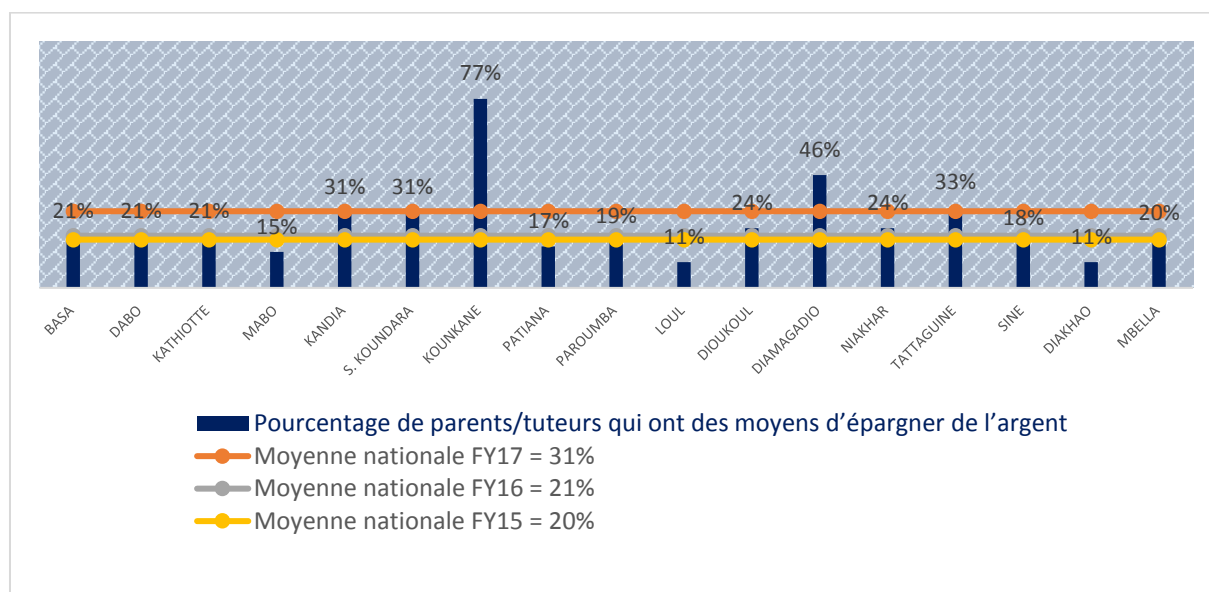
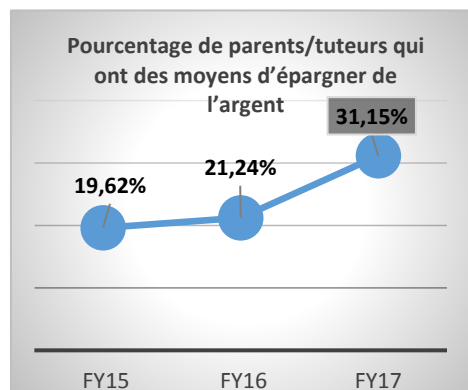


Figure 7: Pourcentage de parents/tuteurs qui ont des moyens d'épargner de l'argent

Un bond positif de 10% a été noté entre 2016 et 2017. Cela a été possible grâce à l'augmentation du nombre d'AVEC qui est passé de 273 en 2015 à 585 groupes en FY16 puis à 325 en 2017, soit une augmentation de 272%. Ces groupes offrent ainsi à 33.087 membres (dont 96% de femmes), qui ne peuvent pas accéder aux services financiers formels du fait de leur vulnérabilité, l'opportunité d'épargner de l'argent. Dans ce groupe, 13.767 membres (41,6%) ont obtenu un petit crédit pour financer des activités génératrices de revenus (AGR) qui ont contribué à l'amélioration du bien-être de 57.809 enfants.

⁸ Enquête nationale de Sécurité alimentaire au Sénégal 2016

⁹ Source : Enquête nationale de Sécurité alimentaire au Sénégal 2016

¹⁰ Source plan national de riposte à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle 2017

¹¹ Secrétariat Exécutif du Conseil National De Sécurité Alimentaire

¹² ADP de Mabo, Kathiotte, Kounkéné, PARoumba, Pathiane, Diakhao, Mbelle et Sine.

Il est à noter que cette mise à l'échelle des groupes d'épargne et de crédit entre FY16 et FY17 s'est faite en priorité au profit des communautés les plus vulnérables qui, du fait de leur état de début de cycle affichent une faible épargne qui ne permet pas encore d'initier des AGR comme source alternative de revenus.

Cela pourrait expliquer la baisse entre, FY16 et FY17, de l'indicateur « proportion de ménages qui disposent d'une source secondaire de revenus » malgré une hausse considérable du nombre de groupes d'épargne. En effet, cet indicateur après une progression entre FY15 (50%) et FY16 (55%) a connu une baisse en FY17 (44%) comme le montre la figure 6.

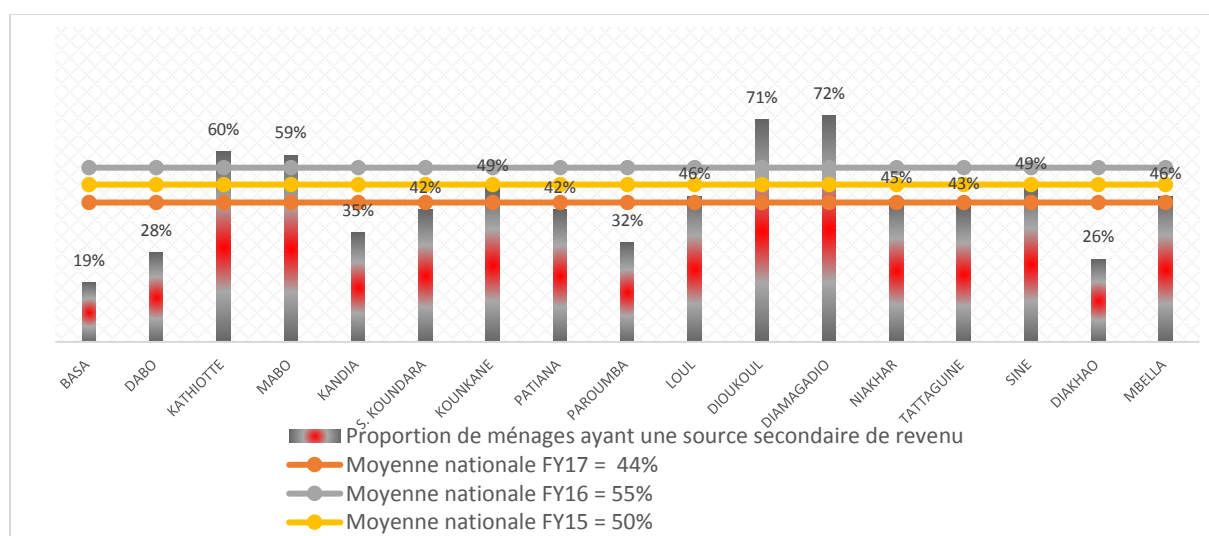
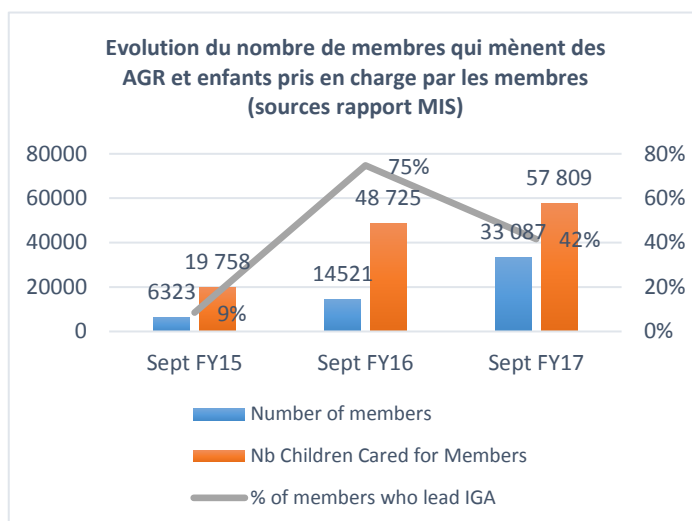


Figure 8: Proportion de ménages ayant une source secondaire de revenus

En plus de la stratégie de mise à l'échelle des groupes d'épargne, WVS a mis à la disposition de Vision Fund Sénégal Micro finance SA des fonds pour faciliter le financement des microprojets dans les programmes au profit des communautés cibles. C'est ainsi qu'en FY17, 2.331.421 US\$ ont été prêtés à 10.646 personnes dont 85% de femmes pour 37.261 enfants impactés.

3.2.4. Situation des enfants les plus vulnérables

Tableau 10: Situation des enfants les plus vulnérables, objectif stratégique 2

MVC	Enfants victimes d'extrême privation	Enfants exposés à des relations abusives	Enfants en situation de désastre
Facteurs de vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> Enfants vivant dans des ménages très démunis. 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants exposés à la mendicité. Enfants obligés de travailler pour contribuer au revenu du ménage 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants vivant dans les zones d'insécurité alimentaire déclarée (<i>Bakel</i>)
Actions de mitigation	<ul style="list-style-type: none"> Création de groupes d'épargnes intégrant les femmes vulnérables ayant des enfants en charge 	<ul style="list-style-type: none"> Création de groupes d'épargnes intégrant les femmes vulnérables ayant des enfants en charge Financement VFS 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de Stocks de Sécurité Villageois (VSS). Facilitation fonctionnement de banques céréalières
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> 57.809 enfants sont pris en charge par les membres des groupes d'épargnes et de crédit qui sont constitués à 98,43% de femmes 		

MVC	Enfants victimes d'extrême privation	Enfants exposés à des relations abusives	Enfants en situation de désastre
	<ul style="list-style-type: none"> 33.608 enfants sont impactés par les clients actifs de VFS Distribution de 300 Tonne de riz, 135,6 tonnes de petit pois pour une valeur globale de \$ 300 000. 11.867 jeunes membres des Associations Villageoises d'Epargne et Crédit. qui ont eu l'opportunité d'avoir une éducation financière qui les prépare à une vie productive. 13.435 clients de Vision Fund 		
Facteurs de succès	<ul style="list-style-type: none"> Système de micro finance communautaire adapté au contexte 	<ul style="list-style-type: none"> Système de micro finance décentralisé et de proximités adaptées au contexte 	<ul style="list-style-type: none"> 30 300 bénéficiaires dont la moitié est dans la fourchette entre 0 et 18 ans.

3.2.5. Durabilité

Pour mieux faciliter la durabilité et préparer efficacement la transition des programmes, les actions majeures suivantes ont été posées :

- **Appropriation locale** : Renforcement institutionnel des Organisations de Producteurs et de l'organisation autour des chaînes de valeurs.
- **Partenariat local** : Intégration systématique des services techniques déconcentrés de l'Etat, les collectivités locales et des OCB dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions dans les communautés à travers des cadre de co-planification locale et de suivi des engagements des partenaires.
- **Plaidoyer Local et National** : Présence dans les plateformes nationales de Plaidoyer sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (*Groupe National de Sécurité Alimentaire*).
- **Résilience & Réduction des Risques** Orientation des familles démunies vers le dispositif de filets sociaux initiés par le Gouvernement du Senegal (*Bourses de Sécurité Familiale*);

3.2.6. Leçons clés & Recommandations.

Tableau 11: leçons clés & recommandations, objectif stratégique 2

Leçons apprises	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> L'amélioration de la couverture des besoins alimentaires des ménages passe par l'amélioration des productions agricoles mais aussi par l'amélioration des revenus des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et développer les chaînes de valeur au niveau local
<ul style="list-style-type: none"> L'approche des groupes d'épargne et de crédit est un moyen efficace de renforcer la résilience des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la stratégie de mise à l'échelle des AVEC et les lier avec Vision Fund une fois mûres.

3.3. Tous les enfants ont un accès équitable à une éducation et à une formation de qualité qui leur seront utiles toute leur vie

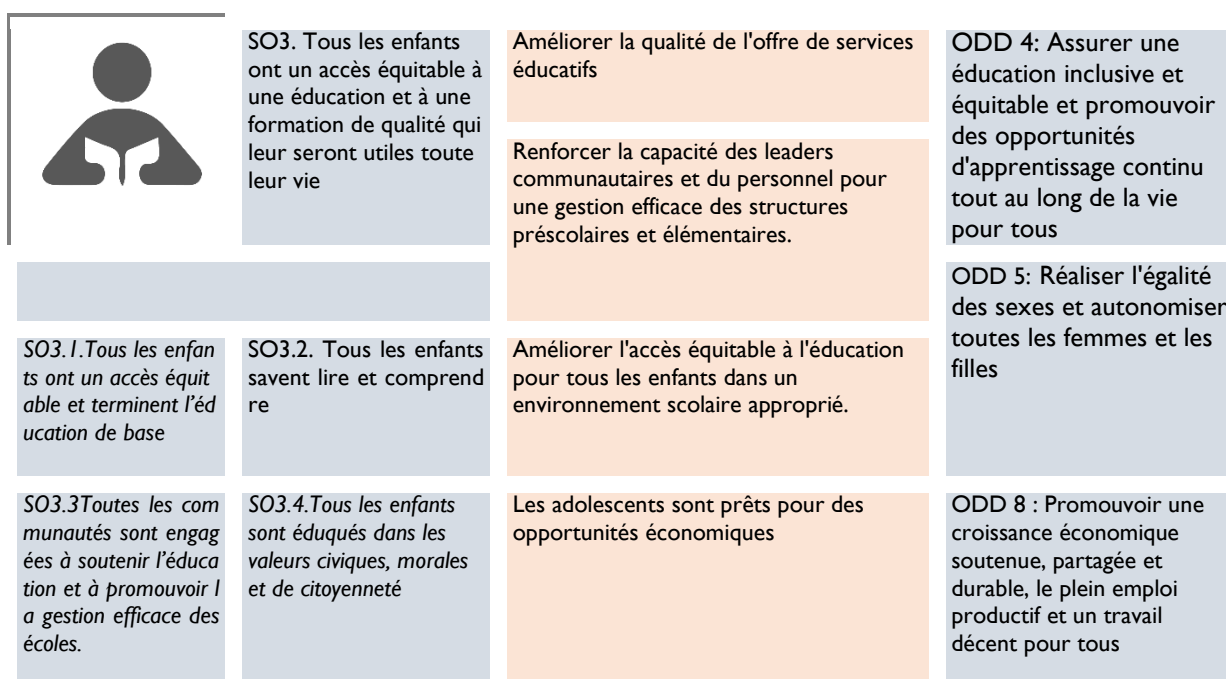


Figure 9: Cartographie de l'objectif stratégique 3

3.3.1. Introduction

Le tableau suivant montre la relation entre les problèmes abordés par les programmes, leurs causes profondes et les approches utilisées pour les résoudre.

Tableau 12: résumé de la chaîne logique de l'objectif stratégique 3

Problèmes	Causes profondes	Approches
Faible capacité à lire et à comprendre.	<ul style="list-style-type: none"> les heures d'enseignement requises ne sont presque jamais atteintes matériel didactique non diversifié dans les écoles et dans les foyers Le suivi / évaluation des enseignants n'est pas effectif. 	<ul style="list-style-type: none"> L'entrée à travers les résultats, l'évaluation FLAT et les plans de remédiation. , plan de formation continue et suivi des enseignants. Approche Literacy Boost. Support pour les examens et les évaluations standardisées. Fourniture de matériel pédagogique dans les écoles. création locale de matériel de lecture. Soutien à la préparation des élèves aux différents examens.
Faible taux de réussite à l'examen du CFE	<ul style="list-style-type: none"> Mauvais contrôle des niveaux taxonomiques dans l'enseignement de la lecture par les enseignants. lecture méthodologie d'enseignement pas attrayant pour l'enfant. Faible préparation aux examens: les examens blancs comme les évaluations standardisées ne sont pas systématisés. 	
Faible niveau d'engagement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> environnement lettré pauvre à la maison Référence à d'autres modèles sociaux autres que l'école. Insuffisance de moyens de subsistance pour les communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un projet pilote Renforcement de Sensibilisation et plaidoyer. Formation des Comités de Gestion de l'École.

3.3.2. Informations clés

Tableau 13: informations clés de l'objectif stratégique 3

# Contributing Projects	Spent ¹³ (USD)	% Of funding from different sources ¹⁴	# Technical staff	Key partners working with to accomplish achieve this objective	Total Direct participants
22	2 672 360	Government and Multilateral 9% PNS 11% Sponsorship 80%	10 spécialistes éducation. 01 Conseiller National	<ul style="list-style-type: none"> Services Techniques et Agences. Gouvernementales. Communes (Gouvernement Local). Organisation Communautaires de Base et Associations locales (UCGE, CGE, APE...). 	72524

3.3.3. Résultats et Analyse

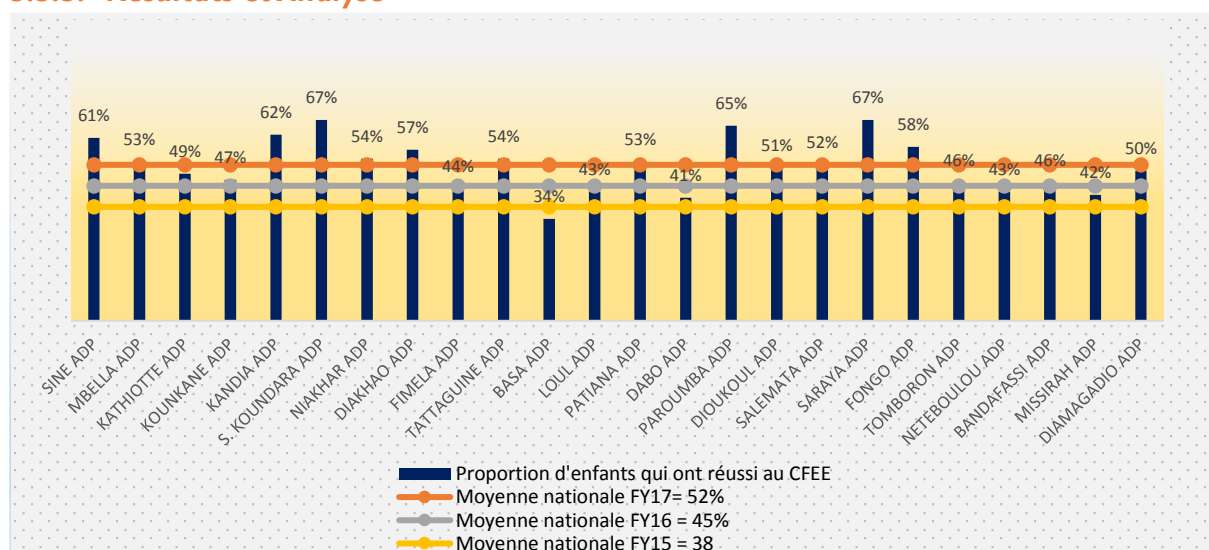


Figure 10: Proportion de garçons et filles ayant réussi à l'examen du CFE, Source : IEF des zones d'intervention

¹³ overall spending on education sectors and Local Leadership Development.

¹⁴ Grants, Sponsorship, GIK

Ces résultats montrent qu'aucun programme n'a atteint les standards de 80% fixés par l'Etat en termes de taux de réussite. On note cependant une tendance haussière des résultats qui sont passés de 37,97% en 2015 à 45% en 2016 et à 52% en 2017. Cette hausse progressive suit la tendance nationale où le taux de réussite à cet examen est passé de 38% en 2015 à 58,3% en 2016.

Les bons résultats obtenus peuvent s'expliquer par une forte mobilisation des autorités éducatives et des communautés dans le cadre du projet Literacy Boost, au travail de sensibilisation des communautés sur le suivi scolaires à domicile et la formation des enseignants suivant les plans de remédiation élaborés après l'évaluation avec l'outil FLAT.

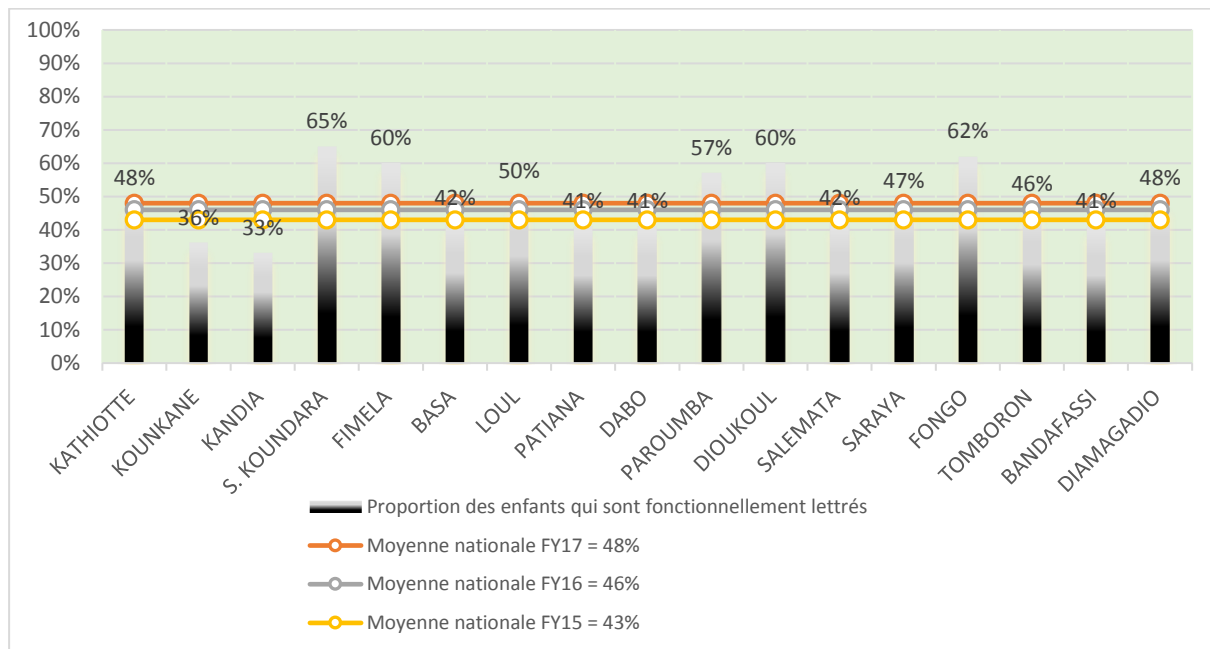


Figure 11: Proportion d'enfants fonctionnellement lettrés en 2017

En 2016, les résultats du FLAT ont montré que 46% des élèves ont acquis des compétences en lecture fonctionnelle dans nos programmes comparativement à l'année d'avant (43%) et cette tendance à la hausse a continué en 2017 avec un taux de 48%. De façon globale 17 programmes se situent dans la zone d'extrême risque (<50%), 3 dans la zone risque élevé (51% - 60%) et 5 dans la zone risque modéré (61% - 75%). Ainsi, certains programmes ont maintenu les acquis des années d'avant tandis que d'autres ont relativement progressé.

Ces progrès sont dus aux Plans de Formation Continue et de Suivi des Enseignants (PFCSE), au suivi des élèves en dehors de l'école par les volontaires communautaires, à la mise à disposition de matériel didactiques et au suivi encadrement rapproché par les directeurs et inspecteurs dans certains programmes. Il faut par ailleurs noter que l'accent a été mis cette année sur la mise en place des clubs de lecture dans le cadre de la mise à l'échelle du projet modèle Literacy Boost dans tous nos programmes.

3.3.4. Situation des enfants les plus vulnérables.

Tableau 14: situation des enfants les plus vulnérables, objectif stratégique 3

MVC	Enfants victimes d'extrême privation	Enfants exposés à des relations abusives	Enfants exposés à la discrimination
Facteurs de vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> Elèves qui n'ont pas un extrait de naissance. Elèves des ménages pauvres. 	<ul style="list-style-type: none"> Elèves filles 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants qui ne savent pas lire et comprendre. Elèves vivant avec handicap.
Actions de mitigation	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisations et organisation d'audience foraines pour l'obtention de l'extrait de naissance. Bourses sociales 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation pour la scolarisation des filles. Sensibilisations contre les abandons scolaires, les grossesses précoces et les mariages précoces 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation de la capacité à lire des élèves. Plans de remédiation pour les élèves. Sensibilisation sur l'école inclusive.
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation d'enfants qui ont un extrait de naissance pour pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien accru des filles à l'école. 	<ul style="list-style-type: none"> Légère amélioration des enfants qui savent lire et comprendre.

MVC	Enfants victimes d'extrême privation	Enfants exposés à des relations abusives	Enfants exposés à la discrimination
	<ul style="list-style-type: none"> faire l'examen du CFEE.. Maintien des enfants des ménages pauvres 		<ul style="list-style-type: none"> Prise en charge des élèves à besoins spéciaux.
Enfants bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> 72.524 élèves du Cycle Élémentaire suivis dans le cadre de la remédiation de leur compétence en Lecture. 20.851 enfants fréquentent régulièrement les Clubs de lecture implantés en milieu communautaire. 1.962 enseignants du Cycle Élémentaire formés sur la remédiation en Lecture. 		
Facteurs de succès	<ul style="list-style-type: none"> Partenariat avec les CAVE, les maires et les tribunaux. Partenariat avec la SCOFI et FAWE. 	<ul style="list-style-type: none"> Partenariat avec les CAVE, la SCOFI, FAWE et les CODEC et les tribunaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Partenariat avec les Maires, les CAVE, la SCOFI, FAWE, les IEF, et les CODEC.

3.3.5. Durabilité & Transition.

- **Appropriation locale:** Prise en compte systématique de la Politique de Décentralisation dans toutes les étapes de conception, planification, exécution et suivi des programmes. Renforcement des capacités des CGE/APE et des commissions éducation des communes.
- **Partenariat local:** Intégration des interventions des programmes dans les PTA (Plans de Travail Annuel) des IEF et dans les plans d'actions des OCB de mise en œuvre.
- **Plaidoyer Local et National:** Conception d'un Plan de Plaidoyer (national et local) intégrant les journées nationales dédiées à l'éducation et la mise en œuvre du CVA.
- **Résilience & Réduction des Risques :** bourses scolaires pour les élèves des ménages pauvres formation des membres des gouvernements scolaires, action des CAVE et des SCOFI sur divers sujets de protection.
- **Relations transformées :** réduction des préjugés socio culturels à l'encontre de la scolarisation des filles.

3.3.6. Leçons clés & Recommandations

Tableau 15: leçons clés & recommandations, objectif stratégique 3

Leçons apprises	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> La formation continue des enseignants en didactique de la lecture est indispensable pour améliorer les performances des apprenants Le soutien scolaire des enfants au niveau communautaire par les volontaires et à domicile par les parents augmente les rendements scolaires Le suivi formatif des enseignants en classe par le corps de contrôle est nécessaire pour améliorer la qualité des enseignements et apprentissages L'engagement des communautés et des partenaires techniques permet l'amélioration de l'environnement lettré et contribue à l'amélioration des performances scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir la mise en œuvre des plans de remédiation en lecture compréhension et en communication orale. Soutenir l'encadrement des enfants à domicile par les parents Renforcer les ressources de lecture à partir de la création de matériel local

3.4. Tous les enfants sont protégés contre la violence, l'exploitation et les abus.

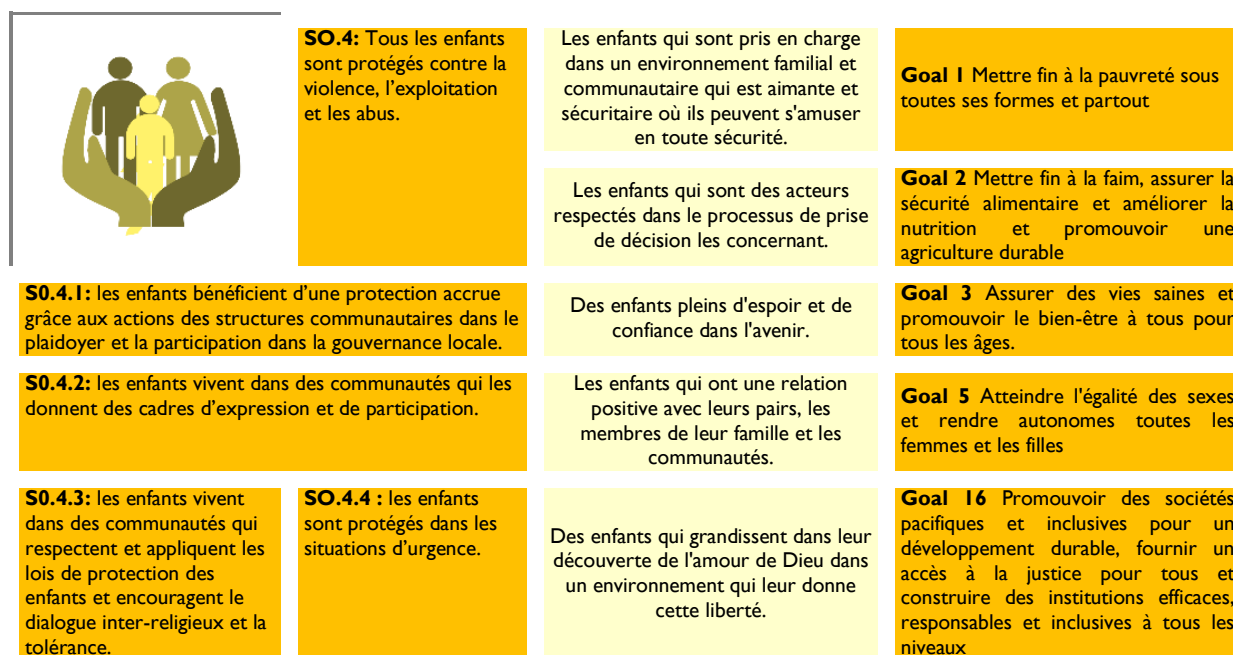


Figure 12: cartographie de l'objectif stratégique 3

3.4.1. Introduction

Le tableau ci-dessous montre la relation entre les problèmes et leurs causes profondes et les approches initiées pour apporter des réponses idoines à la problématique de protection des enfants.

Tableau 16: résumé de la chaine logique de l'objectif stratégique4

Problèmes	Causes profondes	Approches
La faible participation des enfants dans la décision qui affectent leurs vies	<ul style="list-style-type: none"> Les pratiques socio culturelles qui ne favorisent pas la participation des enfants Faiblesse de la vulgarisation des droits 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir et renforcer le dialogue en associant les enfants, sur leurs questions de participation Prendre en compte les droits de l'enfant

	de l'enfant à la participation <ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des structures récréatives et structures de participation financements du secteur de protection de l'enfant inadéquats aux besoins réels des enfants. 	à tous les niveaux du processus budgétaire. <ul style="list-style-type: none"> Diversifier l'offre en introduisant des activités socio-éducatives en faveur des enfants Renforcer les connaissances des enfants
Persistance des barrières socioculturelles (croyances et pratiques) empêchant l'épanouissement et la protection de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> Pratiques culturelles traditionnelles néfastes Mauvaises interprétations des textes religieux Non application des lois Non instruction des parents 	<ul style="list-style-type: none"> Sanctionner les violations faites aux enfants Formation des parents sur textes et règlements Sensibilisation pour adoption de pratiques en faveur du bien-être de l'enfant
La faiblesse du taux d'enregistrement des enfants à la naissance	<ul style="list-style-type: none"> L'éloignement des centres d'état civil. Négligence et pauvreté des parents Accouchement à domicile 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la sensibilisation sur l'existence des cahiers de villages Valoriser les bonnes pratiques existantes

3.4.2. Informations clés

Tableau 17: informations clés de l'objectif stratégique⁴

# Projects contributing	Spent ¹⁵ (USD)	% of funding from different sources ¹⁶	# technical staff	Key partners working with to achieve this objective	Total Direct participants
22	2 996 243	Government and Multilateral 17% PNS 31% Sponsorship 53%	10 spécialistes 01 Conseiller National	<ul style="list-style-type: none"> Services Techniques Gouvernementaux¹⁷. Communes (Gouvernement Local). Organisation Communautaires de Base et Associations locales (CAVE, CDPE...). 	513 146

3.4.3. Résultats & Analyses

Dans cet objectif stratégique, deux indicateurs ont été retenus : il s'agit de la proportion de jeunes qui rapportent avoir un extrait de naissance et la proportion d'enfant impliqués dans les processus de décisions.

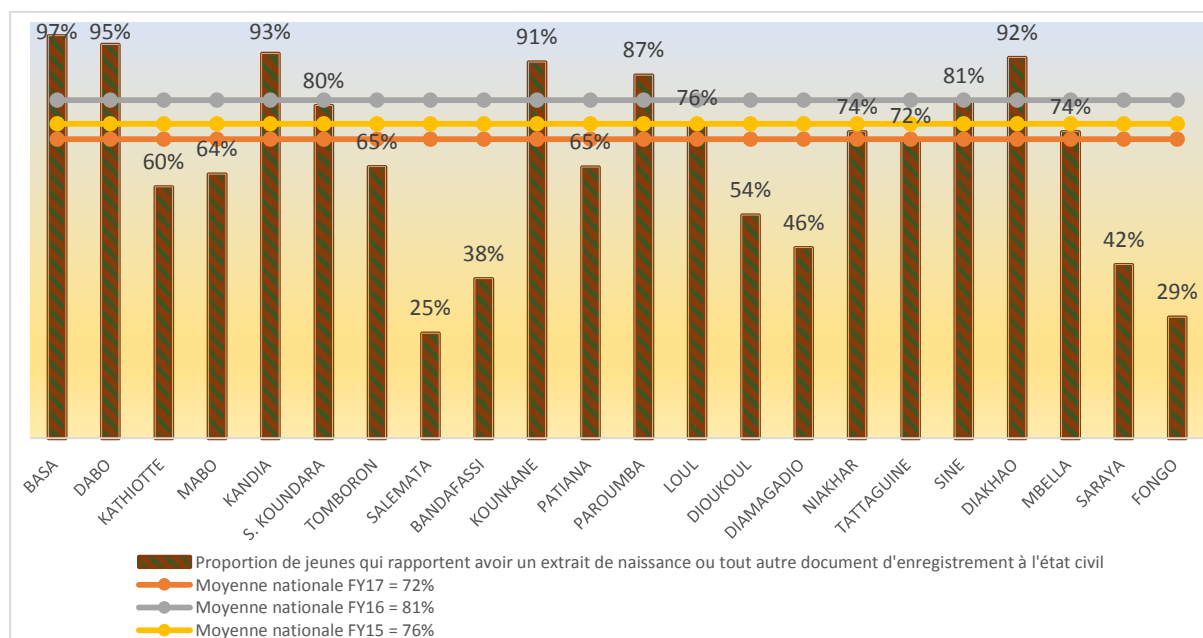


Figure 13: proportion de jeunes qui rapportent avoir un extrait de naissance ou tout autre document d'enregistrement à l'état civil.

¹⁵ Dépenses globales pour les activités de Protection des Enfants.

¹⁶ Grants, Sponsorship, GIK

¹⁷ Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance ; Direction des Droits, de la Protection des Enfants et des Groupes Vulnérables ; Cellule d'Appui à la Protection de l'Enfance.

Une lecture transversale montre que la bonne performance de cet indicateur en 2015 (76%) et en 2016 (81%) est stoppée par une baisse de 9% en 2017 (72%). On note également que 54% des programmes sont au-dessus de la moyenne nationale. Il est à noter qu'en 2017 le taux ne prend en compte que la contribution de 22 programmes contrairement aux années précédentes où 27 programmes avaient rapportés sur cet indicateur en plus la réduction du financement des programmes en protection de l'enfant, en particulier la fermeture anticipée de SCPP par World Vision Australie, a aussi contribué à cette baisse.

Cependant, cette baisse de 9% ne peut pas annihiler les efforts consentis par les programmes dans ce domaine. Cette année, 521 Comités Locaux de Protection de l'Enfant installés au niveau communautaire pour prévenir et répondre à l'exploitation, la négligence, à la maltraitance et à toutes autres formes de violence à l'égard des enfants. De 196 comités en 2015, le nombre est passé à 492 en 2016 et à 521 en 2017 pour le bénéfice de 24.790 enfants. Cette performance est le résultat des actions menées conjointement par World Vision Sénégal, les autorités et les communautés. Les actions ont essentiellement porté sur le renforcement des capacités, des activités de sensibilisation, des campagnes de mobilisation sociale et le soutien au système d'enregistrement des naissances.

Proportion de jeunes impliqués dans la prise de décision qui affecte leur vie

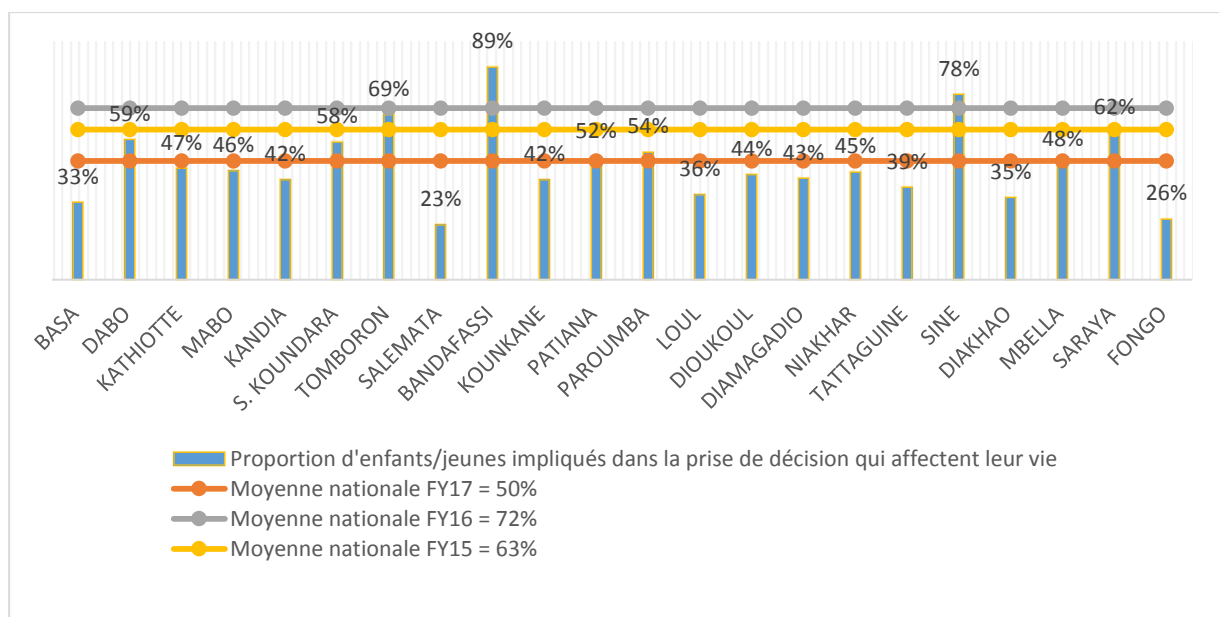


Figure 14: Proportion des jeunes impliqués dans la prise de décision qui affecte leur vie

Tout comme le premier indicateur, une contre performance est notée entre 2016 et 2017 (12%). Cependant 36% des programmes qui ont rapporté sont au dessus de la moyenne nationale enregistrée cette année. Cette contre performance peut être expliqué, entra autres, par le nombre de programmes relativement bas (22) qui ont rapporté cette année et la baisse de ressources qui ont poussé les programmes à prendre des décisions d'investissement.

Cependant, cette contre performance globale cache des disparités et ne ressort pas les efforts déployés par les programmes cette année. Les programmes ont mené des actions à travers les structures de protection et de participation des enfants notamment en appuyant la mise en place et l'exécution des plans d'action de 521 comites de protection et 255 Clubs d'enfants Ces efforts ont été couplés à la mise en œuvre du processus « Yes Children Can » et la formation sur l'article 15 de la Convention des Droits de l'Enfant (CDE). Ces actions au niveau des clubs d'enfants ont permis à 36.418 enfants (9.067 Filles et 17.351 Garçons) membres de participer activement dans la vie de leurs communautés.

3.4.4. Situation des enfants vulnérables

Tableau 18: situation des enfants vulnérables de l'objectif stratégique4

MVC	ENFANTS VICTIMES D'EXTRÊME PRIVATION	ENFANTS EXPOSES A DES RELATIONS ABUSIVES	ENFANTS EXPOSES A LA DISCRIMINATION	ENFANTS EN SITUATION DE DESASTRE
-----	--------------------------------------	--	-------------------------------------	----------------------------------

MVC	ENFANTS VICTIMES D'EXTRÊME PRIVATION	ENFANTS EXPOSÉS A DES RELATIONS ABUSIVES	ENFANTS EXPOSÉS A LA DISCRIMINATION	ENFANTS EN SITUATION DE DESASTRE
FACTEURS DE VULNERABILITÉ	<ul style="list-style-type: none"> Enfants vivant dans une famille très pauvre (<i>faible accès aux services sociaux de base et à la nourriture suffisante</i>). Enfants orphelins Enfants confiés. Enfants sans acte d'état civil. Enfants malnutris. Enfants vivant dans des familles ou communautés qui n'ont pas accès à l'hygiène et l'assainissement. 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants « talibés » exploités dans la mendicité. Enfants travailleurs (<i>petits commerces</i>). Enfants mariés ou engrossés. Enfants exposés ou victimes d'abus sexuels. Enfants exposés ou victimes de l'excision. Enfants non scolarisés. Enfants exposés aux maladies prévisibles (<i>non immunisés complètement</i>). 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants vivant avec un handicap. Enfants exposés ou victimes de croyances et pratiques sociales néfastes (<i>castes, minorités ethniques</i>). Enfants non scolarisés. Enfants souffrant de maladie chronique. 	<ul style="list-style-type: none"> Enfants exposés ou victimes de catastrophes (<i>incendies, inondations, épidémies</i>).
ACTIONS DE MITIGATION	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la tenue des Audiences foraines. Sensibilisation des leaders (<i>OCB, OBF et coutumiers</i>) sur l'Etat civil. Sensibilisation des familles sur les droits de l'enfant. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des (CAVE). Renforcement des Observatoires de la Protection, Suivi et prise en charge psychosociale des enfants Lancement campagne 'It takes world to end violence' Rapportage systématique sur les cas au niveau national. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place des 'Kids Clubs'. Intégration d'une clause de protection de l'enfant dans tous les documents de contractualisation avec des tiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration de plan de préparation au désastre de niveau I et Formations locales (<i>staff, volontaires, partenaires, enfants</i>).
RESULTATS OBTENUS ENFANTS ¹⁸	<ul style="list-style-type: none"> 40.887 Jeunes de 12-18 ans qui ont un Acte de naissance. 26.332 Enfants de 0 à 5 ans qui disposent d'un Extrait de naissance. 2.251 enfants formés sur les droits et la protection. 24790 enfants ont accès à des services communautaires de protection de proximité (CAVE). 80 cas de violations rapportés aux au niveau des CAVE, suivi et référés au niveau des instances judiciaires. 3.539 enfants formés par 272 Pairs Educateurs sur divers modules 2.251 Enfants formés sur la Prévention des abus et exploitations sexuelles. 36.418 enfants (9.067 Filles et 17.351 Garçons) participent activement dans la vie de leurs communautés. 			
FACTEURS DE SUCCÈS	<p>Renforcement de l'environnement protecteur de l'enfant par l'implication des leaders religieux dans les problématiques de protection de l'enfant à travers des modèles, de projets comme <i>le CoH_CP, Celebrating Families, Kids Clubs</i> et l'approche comme "Yes children Can" pour le renforcement de la participation des enfants avec un accent particulier sur les plus vulnérables.</p>			

3.4.5. Durabilité

Pour mieux faciliter la durabilité et préparer efficacement la transition des programmes, les actions majeures suivantes ont été posées :

- **Appropriation locale** : Prise en compte systématique de la Politique de Décentralisation dans toutes les étapes de Conception, Planification, Exécution et suivi des Programmes. Renforcement des capacités des structures de Protection et l'implication des leaders religieux dans la prise en compte des problèmes de protection de l'enfance.
- **Relations transformées** : un accent particulier est mis sur les actions de sensibilisations et de mobilisations qui a permis de parvenir à un consensus en termes d'attitude et de comportement afin que l'ensemble de la communauté partage le même regard et les mêmes préoccupations sur la problématique des abus sexuels, de maltraitance et de l'exploitation. Dans ce cadre il y a eu une implication des différents segments sociaux à des fins de reconnaître l'ampleur, d'identifier les facteurs de risque dans l'environnement, de chercher des solutions communes pour prévenir les abus sexuels, maltraitements et

¹⁸ Les chiffres communiqués ne prennent pas en compte le double comptage des bénéficiaires..

exploitations des enfants. Cela a aussi permis de rapporter plus de 80 cas d'incidents sur les enfants et suivis jusqu'au niveau des juridictions compétentes. Cette approche est renforcée par un dialogue communautaire autour des leaders religieux à travers le Canal de l'Espoir pour la protection de l'enfant. Elle soutient les membres la Communauté dans la transformation de leurs attitudes, la remise en cause des normes sociales préjudiciables, le renforcement des actions positives pour les enfants, la prise de mesures sur la base de solutions communes et l'utilisation des ressources communautaires.

- **Partenariat local** : Intégration systématique des interventions de la protection dans le dispositif mis en place par l'état (CDPE, CLPE ; les Comité Villageois ou Comités de Quartier de Protection de l'Enfant au niveau des zones d'intervention) pour contribuer à l'amélioration des services de protection de l'enfant et le renforcement des systèmes de protection qui s'aligne avec la SNPE adoptée en Décembre 2013.
- **Plaidoyer Local et National** : Conception d'un Plan de Plaidoyer (national et local) intégrant les campagnes et journées nationales dédiées à la protection. Synergie et complémentarité entre organisations de la société civile et l'Etat. WV est membre du comité national intersectoriel de la protection de l'enfant et fait partie de la coordination d'organisations de la société civile dans son rôle de soutien et d'influence auprès du gouvernement pour la protection.
- **Résilience & Réduction des Risques** : elle se manifeste par la mise en œuvre de l'œuvre du plan de préparation aux désastres du niveau I en protection de l'enfant qui permet à toutes les parties de connaître et comprendre leurs rôles et responsabilités en protection de l'enfant en cas de catastrophe.

3.4.6. Leçons clés & Recommandations.

Tableau 19: leçons apprises & recommandations de l'objectif stratégique⁴

Leçons apprises	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Une collaboration avec les institutions de recherche sur les systèmes et approches renforcée par un mécanisme de financement incluant les bailleurs et les pouvoirs publics renforce sensiblement les acquis en matière de protection des enfants. • Le renforcement de la capacité des enfants à s'auto protéger et protéger leur pairs est une garantie de l'efficacité et de la durabilité des mécanismes communautaires de protection de l'enfant. • Un bon diagnostic et une prise en compte des mécanismes informels constituent un préalable pour la fonctionnalité du système communautaire de protection de l'enfant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier la recherche-action sur les systèmes et mécanismes de protection de l'enfant et documenter l'impact des approches innovantes pouvant être partagées (CoH CP) • Vulgariser les approches YCC et l'Article 15 de la CDE dans tous les programmes • Mettre à l'échelle des structures locales de protection de l'enfant (CVPE, CQPE, CCPE, CDPE)

4. PLAIDOYER (National et Local)

4.1. Introduction

Le plaidoyer a été l'occasion pour World Vision Sénégal de « donner la parole aux enfants les plus vulnérables pour rendre leurs besoins visibles et exhorter les décideurs à agir ». Notre troisième impératif stipulé dans « Notre Promesse 2030 » nous invite à collaborer et à mener un plaidoyer pour un impact plus large. Avec l'impact du plaidoyer - changement provoqué par l'influence des politiques et l'autonomisation des citoyens - les programmes seront durables et s'attaqueront aux causes sous-jacentes de la pauvreté **permettant ainsi d'atteindre la cible de la stratégie (8 millions)**.

Cette année, le plaidoyer mené par World Vision Sénégal a porté sur un plan national intégrant tous les secteurs clés : santé, nutrition, développement économique, environnement et la campagne globale pour mettre fin aux violences faites aux enfants dont le thème retenu au Sénégal est : « Ensemble pour un Sénégal sans mariage d'enfants ». Au niveau national, grâce au travail d'influence mené par la plateforme SUN, où World Vision Sénégal joue un rôle essentiel, le Gouvernement du Sénégal a augmenté le budget consacré à la nutrition

permettant ainsi à 2,7 millions d'enfants d'en bénéficier. Ce résultat vient couronner les multiples efforts consentis par les programmes au niveau locale à travers le CVA

4.2. Partenaires clés

La performance de World Vision Sénégal dans le domaine du plaidoyer ne pouvait être sans la collaboration et le soutien des différents partenaires que nous retrouvons au niveau national et local. Au niveau national les partenariats sont noués avec l'Etat, les partenaires financiers & techniques, les ONG & Associations nationales et dans les coalitions. Au niveau local, le partenariat est noué avec les services techniques déconcentrés de l'Etat, les mairies et les Organisations communautaires de base.

4.3. Activités phares & résultats plaidoyer

Suivant les leçons apprises de l'année passées (2016), WVS a déroulé son plan national de plaidoyer. Certaines activités à haut rendement ont produit des résultats assez satisfaisants.

Activités phares :

- Débat télévisé au niveau de la chaîne nationale sur les violences faites aux enfants et un plaidoyer pour l'adoption du nouveau code de l'enfant.
- Plaidoyer des enfants issus des programmes de WVS auprès du Président de la République et auprès du Ministre Conseiller et Artiste planétaire Youssou Ndour.
- Elaboration de deux recueils sur les normes et standards pour le plaidoyer local : WASH et services de protection des enfants et un autre sur les normes et standards de protection de l'enfant endossé par le Ministère de la famille.

Quelques résultats

- 100% des programmes mettent en œuvre le plaidoyer au niveau local avec l'approche CVA
- 2113 supporteurs du plaidoyer de World Vision
- Plus de 4 millions de personnes suivant les messages de World Vision contre le mariage des enfants à travers l'émission « *Sen P'tit Galé* »
- Engagement du CESE auprès de World Vision pour lutter contre les mariages d'enfants
- 2 700 170 enfants bénéficient d'une augmentation de budget alloué à la Nutrition grâce au plaidoyer porté par la plateforme SUN où WVS joue un rôle essentiel.
- Engagement des célébrités pour la lutte contre les violences faites aux enfants plus particulièrement la lutte contre les mariages des enfants : Youssou Ndour (artiste plamétaire et Ministre Conseiller), Groupe Daaraa J Family (Groupe de Rap international), Coumba Gwlo Seck (artiste de renommée internationale également), Sister Fa (Artiste international).

5. Gestion des urgences

Durant ces deux dernières années, WVS a géré deux cas d'urgence durant fiscal 2016 et s'est employé à renforcer les capacités de son personnel durant l'année fiscale 2017. Pour 016, 2 situations d'urgence majeures ont affecté le pays dans les zones Centre et Sud où WV Sénégal intervient. Les tableaux ci-dessous ont montré plus de détails sur la réponse de WV Sénégal en collaboration avec les autorités locales et les bénéficiaires.

Description de la catastrophe

Des pluies torrentielles ont causé des dommages terribles à Malem Hoddar, situé dans la région de Kaffrine. Plus de 10 000 personnes ont été gravement touchées par les inondations, coupant de nombreuses familles de leurs maisons et leurs moyens de subsistance et éliminant leurs stocks alimentaires et leurs récoltes. Avec le financement de Start Fund, World Vision basé au Royaume-Uni, les autorités locales et les résidents locaux ont collaboré pour mettre en place un plan d'urgence pour soutenir les victimes:

Les conditions prolongées de sécheresse ont continué à affecter certaines régions du Sénégal. Le double objectif de ce projet était de contribuer à la résilience des communautés en améliorant la gestion des banques céréalières et en renforçant leur capacité à obtenir des ressources puissantes pouvant avoir un impact effectif sur les scénarios d'urgence. Le projet a donc aidé les communautés à faire face aux conditions actuelles de sécheresse auxquelles ils étaient confrontés, mais aussi à les aider à devenir plus résistants aux événements futurs.

Kaffrine / Malem Hoddar	Zone d'intervention	Mabo / Fimela / Dabo / Guiré Yéro Bocar
\$ 191,000	Budget (USD)	\$ 63,453

10,000 peoples	Beneficiaries	10,500 peoples
<ul style="list-style-type: none"> • 1,666 households received up to \$ 76 to be able to feed themselves for a month. • 386 emergency hygiene kits handed out (<i>kettles, bucket, bleach, soap, washing powder</i>). • 1,631 mats distributed. 	WV Senegal Response	1,200 households will benefit from bolstering their village cereal bank through these measures: <ul style="list-style-type: none"> • Supporting cereal banks to maintain sufficient stockpiles, helping to cope with food crises. • Implementing long-term systems to ensure the availability of grain stockpiles in existing banks

Notes: Les critères d'octroi des prêts ont été fixés par Vision Fund Sénégal avec l'éligibilité des comités de gestion des banques de céréales. Huit comités de ce type ont été proposés dans la zone Centre et quatre dans la zone Sud, fonctionnant sur la base du recouvrement intégral des coûts grâce au projet «Village Security Stock ». Le personnel de Vision Mondiale a été doté d'une technologie puissante afin d'améliorer sa réactivité face à ce projet et aux futurs défis de l'insécurité alimentaire. Le logiciel Last Mile Mobile Solution (LMMS) était l'outil de choix pour l'exécution, le suivi et le rapportage de tous les efforts de distribution, ainsi que la collecte de données sur les données démographiques des destinataires / cibles.

Pour l'année fiscale 2017, 3 activités majeures ont été menées en matière de préparation aux activités de réponse d'urgence et de résilience en matière de sécurité alimentaire.

Renforcement de la capacité du Bureau Nationale

Une session de simulation (Simex) d'urgence et une série d'orientations de gestion sur la gestion humanitaire internationale et mondiale ont été organisées. Cette activité s'inscrit dans le processus du rehaussement des indicateurs du tableau de bord en matière gestion des catastrophes du bureau national de World Vision Sénégal. Dans ce Simex, le scénario de « slow onset » à l'instar d'une situation crise alimentaire suite à déficit pluviométrique sur une période donnée et le scénario d'un « rapid onset » comme une inondation, a permis aux participants de prendre connaissance du format classique de la gestion d'une réponse et celui du déclenchement rapide de la gestion accélérée d'une réponse d'urgence.

Renforcement des capacités pour la résolution des conflits

Au regard des récents actes de terrorisme dans la sous-région, World Vision Sénégal s'est inscrit dans la logique préventive en optant pour le renforcement des capacités des leaders religieux. A travers des ateliers des leaders religieux de confessions diverses ont été formés dans la gestion et la résolution des conflits communautaires.

Plans Communautaires de Prévention des Catastrophes

La formation des communautés partenaires de WVVS a permis à 31 communes d'identifier les catastrophes auxquelles elles sont exposées et de développer leur plan de prévention.

Tableau 20: leçons apprises & recommandations secours d'urgence

Leçons apprises	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • La participation des populations et des services techniques dans la mise en œuvre a contribué à l'appropriation des projets et à la transparence. • Le mécanisme de plainte des populations a permis d'avoir des retours essentiels à la bonne marche des projets. • L'utilisation de LMMS a amélioré sensiblement la distribution et le rapportage. • La formation sur les plans communautaires de prévention des catastrophes a suscité un éveil de conscience des communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Consolider et renforcer les acquis avec les autorités administratives et locales dans les échanges d'informations, la documentation et le suivi des projets des réponses. • Renforcer les capacités nationales et Systématiser l'utilisation de LMMS. • Inciter les communes à dédier un budget à leur plan de prévention des catastrophes.

6. Approche des programmes de développement.

Depuis 2014, WV Sénégal a mis en place un nouveau modèle opératoire qui confère plus de responsabilités aux communautés¹⁹ et aux collectivités locales²⁰ appuyées par les Services techniques de l'Etat du Senegal. Le personnel de WV Sénégal spécialisé par secteur (*éducation, santé, développement économique, la protection de l'enfant etc.*) jouent un rôle de facilitation, de coaching et d'appui technique. Cependant, avec l'avènement de LEAP 3, le modèle opératoire sera actualisé à la lumière de la stratégie globale du Partenariat « **Notre Promesse 2030** ».

6.1. Redevabilité avec les communautés

Sous le leadership du Maire et la participation de tous les acteurs, une planification concertée est menée en début de chaque année fiscale. Une fois le plan d'action validé et les engagements des uns et des autres pris, des conventions de financement et des contrats de cessions, d'action ou d'entreprise suivant l'activité et le partenaire de mise en œuvre sont signés. En matière de redevabilité envers les communautés, ce travail fait l'objet de larges concertations avec les différents acteurs. Tout changement dans la programmation fait l'objet également de partage ou de restitution. Dans la phase de suivi, des rencontres régulières (trimestrielles et mensuelles) sont tenues avec les différents acteurs pour faire le point sur la mise en œuvre et tirer des leçons et procéder à des ajustements au besoin. C'est un processus cyclique par lequel passent tous nos 24 APs.

6.2. Participation des enfants dans la conception et le suivi évaluation des programmes

Dans toutes les phases de conception et suivi, la participation des enfants se fait à travers les formes d'associations qui sont en place (*Gouvernements Scolaires, Kids Clubs, les Collectivités éducatives...*) où les enfants démontrent une grande capacité d'adaptation et de créativité.

6.3. Travail avec les partenaires

La mise en œuvre des programmes convoquent la participation de tous les acteurs (*communautaire et technique*) sous le leadership du gouvernement local à travers les cadres de concertations. Au niveau national, le partenariat est matérialisé par les conventions des secteurs stratégiques avec les Ministères en charge, lesquelles conventions sont répercutées au niveau régional pour en assurer leur animation effective en vue d'une mise en œuvre correcte et cohérente de nos différents engagements. Ces conventions sont évaluées annuellement et des ajustements faits au besoin.



WV Senega DPA -
Revised 2017 - FREN

6.4. Leçons clés dans la mise en œuvre du DPA

L'enseignement majeur qu'on peut tirer du DPA, c'est que WV ne peut en aucune manière promouvoir seul le développement transformationnel. L'implication de tous les partenaires communautaires, les services techniques déconcentrés de l'Etat, les partenaires techniques et financiers est un impératif pour garantir l'appropriation communautaire et pérenniser les acquis. Pour y arriver, WVS a opté pour un mode opératoire donnant plus de responsabilités aux collectivités locales et aux communautés (OCB). Cependant, cette option n'est pas exempt de défis comme la mobilisation des contreparties pour de grands projets, les procédures qui influent sur les livrables, le respect strict des engagements par les différents partenaires etc.

6.5. Recommandations pour améliorer

Ces quelques recommandations sont identifiées pour améliorer l'approche :

- Renforcement de capacités de tous les partenaires sur divers sujets critiques ;
- l'élaboration des documents de références et la simplification des procédures de WVS ;
- Viabiliser les OCB de mise en œuvre pour la durabilité et l'appropriation ;
- Renforcer les relations entre les services techniques, les collectivités locales et les OCB ;

De manière plus globale, il s'agira de revisiter le mode opératoire pour l'améliorer au besoin et lui permettre de tenir toutes ses promesses pour une contribution efficace à un bien-être accru des enfants et de leurs familles avec des communautés pleinement engagées dans les efforts de développement qui les affectent. Cette action est prévue dans le processus du LEAP3.

¹⁹ A travers les Organisations Communautaires de Base qui sont responsables de la mise en œuvre des programmes.

²⁰ Gouvernement local qui est délégataire des compétences transférées par l'Etat du Senegal à travers la politique de décentralisation.

Conclusions et recommandations

En sommes, les interventions de Word Vision durant cette année ont contribué à l'amélioration du bien-être des enfants :

- ❖ En matière de santé, le taux de complétude de la CPN4 a évolué de 39% en FY15 à 67% en FY16 et à 47% en FY17, ce qui est en dessous des 65% fixés par le Gouvernement. De même, concernant la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, 81% de nos programmes ont un taux au-dessus de l'objectif national qui est de 10%.
- ❖ Concernant les moyens d'existence et la résilience, la proportion de ménages ayant une source secondaire de revenus est passée de 50% à 55% en FY16 et à 44% en FY17. 2016. Le Pourcentage de ménages qui ont connu un ou plusieurs mois de faim (soudure) durant les 12 derniers mois est passé de 83% en FY15 à 87% en FY16 et à 91% en FY17. Le Pourcentage de ménages ayant une source secondaire de revenus est passé de 50% à 55% et à 44% sur la même période. Cependant des efforts consistants ont été enregistrés dans ce domaine spécifiquement dans la mise en échelle des AVEC.
- ❖ Dans le domaine de l'éducation, le taux de réussite au CFEE a progressé de 37,97% en 2015 à 45% en 2016 et à 52% en 2017 ; et la proportion d'enfants capable de lire (selon l'outil FLAT) a évolué de 42,76% à 45,81% et à 48% durant la même période.
- ❖ Enfin, dans le domaine de la protection et de la participation des enfants, la proportion de jeunes qui rapportent avoir un document d'enregistrement à l'état civil est passé 76% en 2015 à 81% en FY16 et à 72% en FY17. La proportion d'enfants/jeunes impliqués dans la prise de décision qui affecte leur vie est passée de 63% à 76% et à 50% sur la même période.

Pour maintenir ces acquis, des recommandations ont été formulées parmi lesquelles :

- ✓ Privilégier les recherche-action sur les systèmes et mécanismes de protection de l'enfant et documenter l'impact des approches innovantes pouvant être partagées.
- ✓ Etendre la couverture en sites de nutrition dans tous les Programmes et appuyer les activités IEC/CCC pour la mise en place des points de lavage des mains dans les ménages, les écoles et les structures sanitaires
- ✓ Poursuivre la stratégie de mise à l'échelle des SG
- ✓ Soutenir la mise en œuvre des plans de remédiation en lecture compréhension et en communication orale.
- ✓ Soutenir l'encadrement des enfants à domicile par les parents
- ✓ Renforcer les ressources de lecture à partir de la création de matériel local

En perspectives, World Vision Sénégal a mis en place une nouvelle stratégie qui couvre la période 2016 -2021 qui est alignée à la nouvelle stratégie globale « Notre Promesse 2030 ». En sus, WVVS vient de terminer le développement de la nouvelle approche programmatique qui sera le socle sur lequel reposera les interventions de l'organisation pour le bien être de 8 millions d'enfants au Sénégal. La Stratégie sera revue en 2021 afin de poursuivre l'orientation déjà en cours et d'appliquer les éléments supplémentaires de la Stratégie Notre Promesse 2030.